

La colère populaire déborde toute la classe politique

RD CONGO Emeutiers et pillards tiennent le haut du pavé à Kinshasa

- ▶ La capitale congolaise a vécu mardi une deuxième journée de violences.
- ▶ L'accès à Internet a été suspendu.
- ▶ Le pouvoir soupçonne une « stratégie insurrectionnelle ».

Pour la deuxième journée consécutive, la situation est restée très tendue à Kinshasa, alors que le Sénat examinait un projet de loi électorale très controversé, liant les prochaines échéances des élections législatives et présidentielle à l'achèvement des opérations de recensement de la population.

Les partis d'opposition, qui avaient appelé la population à manifester contre le report probable des élections de 2016, ont rapidement perdu le contrôle de leurs troupes, qui ont été dépassées par des émeutiers et des pillards. Quant au pouvoir, il a réagi par la manière forte, déployant la police anti-émeute et la garde républicaine qui, après avoir utilisé des gaz lacrymogènes, ont tiré à balles réelles sur les manifestants. Non seulement le bilan des victimes est contesté, mais il y a des dégâts dans les deux camps : les autorités ne reconnaissent que quatre morts, mais d'autres sources, notamment hospitalières, font état d'une quinzaine de morts et de très nombreux blessés.

Symboles du pouvoir visés

En outre, alors que les manifestations tournaient à l'émeute, elles ont pris pour cible des symboles du pouvoir, comme de nombreux commissariats qui

ont été incendiés. Des acquis du régime, comme les bus Transco – fierté du Premier ministre Mataka Mpyo car achetés sur fonds propres – qui assuraient une liaison rapide et bon marché entre le centre-ville et les « cités » périphériques ont également été attaqués. Désireux d'enrayer la vague de violence et de frapper à la tête (supposée), les autorités ont arrêté un leader politique katangais, Me Jean-Claude Muyambo, ancien bâtonnier du barreau de Lubumbashi, qui avait participé à l'appel à manifester. En outre, l'accès au réseau Internet et aux SMS a été suspendu, sans doute afin de freiner une éventuelle coordination entre les émeutiers. D'après des témoins, joints par téléphone, la situation est d'autant plus difficile à maîtriser dans cette métropole de dix millions d'habitants que les manifestants se composent de petits groupes de jeunes opérant dans les quartiers populaires du Sud et de l'Ouest de la capitale, entre autres dans les immenses cités séparant le centre-ville de l'aéroport de Ndjili, des quartiers surpeuplés, appelés « Chine rouge »... Ces jeunes, n'étant pas encadrés par les partis politiques, se sont livrés à des pillages, attaquant, entre autres, des boutiques tenues par des commerçants chinois souvent accusés de se livrer à une concurrence déloyale.

Des éléments troublants...

La voie express menant à l'aéroport a été bloquée et le vol Air France de ce mardi soir a été supprimé. Autre point chaud ; les abords de l'Université, où les étudiants manifestaient en grand nombre. Selon certaines sources, non confirmées, ils au-

raient même eu l'intention de s'emparer du site où se trouve le CRN-K (centre régional d'études nucléaires de Kinshasa) où se trouve un réacteur utilisé à des fins de recherche médicale.

La simultanéité des manifestations de jeunes, leur caractère éclaté et les attaques délibérées contre les symboles de l'Etat, comme la mairie du quartier de Ngaba qui a été saccagée, ont pu faire songer à une stratégie insurrectionnelle, où certains émeutiers auraient été payés pour semer le trouble. Mais ce soupçon, qui hante manifestement un pouvoir qui a suspendu les moyens de communication, ne renseigne pas sur les « cerveaux » de cette dangereuse manœuvre, qui pourrait se retourner tant sur l'autorité que sur l'opposition, l'un et l'autre dépassés par la colère populaire. ■

COLETTE BRAECKMAN

RÉACTION

Didier Reynders se dit « préoccupé »

Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, s'est dit mardi « préoccupé » à la suite des manifestations violentes de Kinshasa. Il a appelé tous les acteurs « au calme » et à « la retenue ». M. Reynders a encore souligné toute l'importance qu'il accordait à la tenue d'élections en RDC, qui respectent la Constitution que s'est donnée le peuple congolais en 2006. Et le ministre des Affaires étrangères a enfin rappelé que le soutien de la Belgique au processus électoral dépendait de la fourniture d'un « calendrier clair conforme à la Constitution », et d'un « budget ». (b)